



NOTE DE SERVICE

Direction Générale de l'Administration
Sous-Direction du Développement professionnel et des Relations sociales
Bureau des Affaires Statutaires et Réglementaires (ASTER)

Dossier suivi par : M. Rodolphe JAYET-GENDROT

☎ : 01 49 55 40 31

Fax : 01 49 55 83 20

Pour exécution :

- . Administration centrale Diff. B
- . Services déconcentrés
- . Ets d'enseignement

Pour information :

- . Syndicats

Objet : Mise en place du pacte civil de solidarité (PACS)

Textes de référence :

- ⇒ loi n°99-944 du 14 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité,
- ⇒ articles 60 et 62 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat

Résumé : Prise en compte du PACS dans les dispositions du statut général

La loi n°99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité a été publiée au Journal officiel du 16 novembre 1999.

L'article 13 de cette loi modifie quatre articles des titres II, III et IV du statut général des fonctionnaires. Il reconnaît aux fonctionnaires des trois fonctions publiques, séparés pour des raisons professionnelles du partenaire avec lequel ils sont liés par un PACS, le **droit prioritaire de mutation** (institué par l'article 60 du titre II pour la fonction publique de l'Etat) et la possibilité de prétendre en **priorité au détachement ou à la mise à disposition** (prévue à l'article 62 de la même loi pour la fonction publique de l'Etat).

Les modifications de la loi du 11 janvier 1984 n'appellent pas de décrets d'application aussi, dès à présent, les fonctionnaires ayant conclu un PACS bénéficient des mêmes dispositifs que les fonctionnaires mariés.

Le Directeur Général de l'Administration

Christian GALLIARD de LAVERNE

Note de service :

D.G.A./SDDPRS/N2000-1007. :

Date : 10 JANVIER 2000

➔ **Date de mise en application : immédiate**